

# Le défi du développement durable dans les pays

## *en développement et en transition*

### **A. Des dangers écologique spécifique, constitutifs du sous-développement**

Les atteintes à l'environnement dans les PED sont graves et massives, elles sont dues à une surexploitation agricole liée à la recherche de l'autosuffisance alimentaire, aux défrichements hâtifs, aux incohérences de l'urbanisation, de l'industrialisation et du développement touristique. Pour les PED, le financement du développement durable est souvent présenté comme un « luxe » inabordable.

### **1. Le États doivent faire face à de défi humaine majeure sur la voie du développement durable**

Dans des États où l'économie de subsistance reste la base des ressources d'une majorité de la population les orientations à long terme du développement durable ne peuvent être entendues. Les chiffres n'ont souvent qu'un faible pouvoir évocateur mais rappelons tout de même que les derniers rapports de la FAO font état de quelque 840 millions de personnes dans le monde qui ne mangent pas à leur faim et souffrent de carences alimentaires, d'1,5 milliard de personnes qui n'ont pas accès à une eau potable de qualité et à un prix abordable. Si la moyenne mondiale de consommation d'eau potable est de 137 litres/jour/habitant, elle s'élève à 600 litres/jour/habitant en Amérique du Nord et s'abaisse à 20 litres/jour/habitant en Afrique subsaharienne. En Afrique occidentale, une femme parcourt à pied en moyenne 6 km/jour pour accéder à un point d'eau. C'est paradoxalement dans les pays où les paysans sont les plus nombreux dans la population active que les pénuries sont les plus importantes: la productivité du travail et les rendements de la terre y sont faibles, l'économie insuffisamment diversifiée ne permet pas de financer des importations suffisantes de denrées alimentaires pour faire face aux disettes et famines. Améliorer les productions et rendements agricoles, libérer une main-d'oeuvre pour les industries constituent pourtant un premier pas vers le développement.

*Le défi alimentaire a ainsi été relevé par nombre de gouvernements dans les PED.*

Il s'agit avant tout d'un objectif politique, teinté d'idéologie car visant à desserrer la dépendance vis-à-vis des grandes puissances occidentales exportatrices de produits céréaliers et détentrices de arme verte» (c'est-à-dire capables de manier le ravitaillement en produits alimentaires comme une monnaie d'échanges). C'est le cas de la Chine de Mao qui veut, à partir des années 1950, « compter sur ses propres forces » et donner la priorité aux cultures vivrières.

La plus grande réussite de ces stratégies alimentaires est la mise en place de la « Révolution verte\* », en Chine et surtout en Inde après la terrible famine du Bihar (1965-66). Elle consiste en l'introduction de nouvelles variétés de plants à haut rendement et résistantes (riz, blé), mises au point à la fin des années 1950 et au début des années 1960 par des chercheurs et ingénieurs agronomes américains (l'équipe de N. Borlang) et financées par des fondations occidentales (Ford, Rockefeller). En parallèle sont réalisés la diffusion de l'irrigation dans les campagnes, la mécanisation partielle des travaux agricoles, l'usage d'engrais et de pesticides qui permettent d'augmenter fortement les productions. La Chine a gagné le pari de l'autosuffisance, l'Inde a même été capable d'exporter des céréales au début des années 1970, d'autres pays d'Asie du Sud-Est ont suivi la même voie. Mais, dans la région, des conditions particulières étaient réunies : un savoir-faire agricole très ancien, l'important encadrement des population par les pouvoirs publics et les fortes densités rurales ont contribué au succès économique de la révolution verte. *Ailleurs, l'autosuffisance alimentaire est un objectif qui peine à être atteint du fait de contraintes physiques fortes.* La mauvaise qualité des sols, la faible accessibilité aux nappes phréatiques, l'aridité ou l'excès d'humidité créent des conditions de subsistance difficiles : ainsi, en Afrique de l'Ouest, les tentatives d'introduction de la riziculture ont globalement échoué (Sénégal). Les structures économiques et sociales sont également un frein : en Amérique latine, les terres sont mal réparties entre les paysans et nombre d'entre eux ne peuvent réaliser les investissements nécessaires ; en Afrique, le développement des cultures vivrières se fait en partie aux dépens des cultures d'exportation, ce qui prive les États de recettes nécessaires au développement sans réduire pour autant les importations, car les céréales importées sont moins chères et rencontrent une demande urbaine toujours forte. Comme le montrent les NPJA, la véritable sécurité alimentaire est procurée par les échanges, elle ne peut être obtenue que grâce à une vision complète et durable du développement: payer la facture alimentaire par des exportations de marchandises et services. Plus globalement, le défi alimentaire ne peut être relevé sans maîtrise de la croissance démographique: elle grève les efforts gigantesques réalisés par les États. La pression démographique

accroît sans cesse les besoins en eau et alimentation. Cette question est d'autant plus cruciale que l'accroissement démographique reste fort dans les PED, dans la mesure où les politiques de contrôle de la natalité tardent à faire sentir leurs effets lorsque la population en âge de procréer est nombreuse (c'est le phénomène d'inertie démographique). Le poids des PED dans la population mondiale doit continuer à s'accroître, jusqu'à en représenter 85 % en 2025. Dans le même temps, les besoins alimentaires ne cesseront d'augmenter. L'inégale répartition de la population (clivage est/ouest en Chine, nord/sud en Inde, concentration urbaine, littoralisation) accentue les déséquilibres entre l'offre de ressources disponibles et la demande en besoins élémentaires.

#### b. Le défi de la santé

*Les investissements pour l'équipement sanitaire, médical et hospitalier sont insuffisants, ne permettant pas un encadrement propre à assurer la sécurité face à la maladie et à la mort.*

Le meilleur indicateur des insuffisances en terme de politique de santé est de l'avis de tous les experts le taux de mortalité infantile (celle des enfants de moins de un an) : alors qu'il est partout inférieur à 8 pour mille dans les pays riches (France : 4,4 pour mille), il demeure supérieur à 100 pour mille dans certains PMA (Pays les moins avancés), par exemple en Afrique de l'Est avec l'Ethiopie ou en Asie centrale avec l'Afghanistan. Plus globalement en Afrique sud-saharienne, il reste compris assez largement entre 50 et 100 pour mille (96 pour mille à Madagascar, 68 pour mille au Sénégal), ce qui est comparable à certains pays d'Asie (Inde avec 70 pour mille mais Chine: 31 pour mille). La situation en Amérique latine est un peu meilleure (Brésil, 35 pour mille; Mexique, 25 pour mille). Du fait d'un faible encadrement sanitaire, les carences alimentaires offrent un terrain propice à la diffusion des épidémies notamment chez les enfants : on meurt massivement avant l'adolescence de diarrhée, de fièvre aphteuse ou du paludisme. L'insalubrité de l'eau est un facteur important de contamination : les réservoirs des barrages qui stockent l'eau sans aménagements pour la désinfecter causent des épidémies de choléra, malaria ou dysenterie. Selon l'OMS, 700 000 personnes meurent chaque année après avoir consommé une eau contaminée, au premier chef des enfants et des personnes âgées.

*Les pandémies font des ravages dans des populations non seulement mal protégées mais aussi et surtout mal informées.*

Les insuffisances des moyens sanitaires et éducatifs des pays les plus pauvres apparaissent de manière criante à travers les ravages d'une épidémie comme le sida, qui se situe bien à l'articulation entre mondialisation et sous-développement. Elle est révélatrice à la fois du faible niveau d'éducation des populations et d'un insuffisant encadrement médical et sanitaire. Aujourd'hui les pays à faible revenu abritent plus de 95 % des personnes touchées par le VIH/sida, le continent africain à lui seul abriterait 30 millions de porteurs du virus. L'OMS y a recensé seulement 50 000 personnes soignées. le sida est ainsi devenu la première cause de mortalité en Afrique subsaharienne, avec plus de 2 millions de morts chaque année: certains pays ont vu leur espérance de vie à la naissance reculer durant la dernière décennie comme le Malawi (36 ans).

L'épidémie touche principalement les populations pauvres, non informées et confrontées à des conditions d'hygiène déplorables. Les villes africaines ont les taux de séropositivité les plus élevés du monde, en particulier en Afrique orientale où la quasi-totalité des prostituées sont contaminées et contribuent à une transmission essentiellement hétérosexuelle (à Nairobi, à Kinshasa). Actuellement, c'est toutefois en Russie et en Europe de l'Est que la croissance de l'épidémie est la plus rapide (Éric Gauvrit, 2002). Sans parvenir à juguler l'épidémie, les pays les plus avancés dans la voie du développement ont toutefois perçus les résultats des vastes campagnes de sensibilisation et d'information.

À ces problèmes majeurs s'ajoute la dépendance des PED vis-à-vis des traitements pharmaceutiques mis au point par de grandes multinationales du Nord. Les brevets des médicaments sont déposés et contrôlés par celles-ci au nom du respect de la propriété intellectuelle, limitant l'accès des PED à des soins vitaux. Le refus de céder ces brevets pour fabriquer des médicaments génériques propres à traiter le VIH a opposé de grandes firmes américaines à des collectifs de malades, des ONG et même des fonds de pension. Ainsi, le grand laboratoire américain GlaxoSmithKline (GSK), leader du marché mondial des traitements antirétroviraux, inventeur de l'AZT en 1987, a été sommé par l'ONG américaine *AidHealthCare* et le fonds de pension californien Calpers d'étudier toutes les possibilités pour baisser le coût de ses médicaments. GSK a ainsi négocié avec l'Afrique du Sud : le prix de l'AZT a été réduit de 4 800 à 438 dollars (prix coûtant). C'est ainsi que le gouvernement de l'Afrique du Sud peut proposer un grand plan (2003-2008) de distribution gratuite du traitement aux populations sidéennes pour 45 millions de dollars par an. 500 000 malades devraient en profiter, sur un total de plus de 5 millions. Néanmoins, la solution la moins coûteuse resterait de laisser des laboratoires locaux copier le produit

pour fabriquer des médicaments génériques (180 dollars). En août 2003, l'OMC a donné son autorisation de principe pour la production de copies de médicaments brevetés, à condition qu'il y ait une situation d'urgence sanitaire et qu'elles ne soient pas commercialisées.

De même, les anti-paludéens sont l'apanage de grandes firmes occidentales qui délaissent peu à peu la recherche/développement dans ce domaine car leur rentabilité est aléatoire. Dans ce cas, la mondialisation ne joue pas en faveur du développement car les besoins importants du Sud ne sont pas comblés par une meilleure circulation des produits : on touche ici à l'idée que les impératifs du développement durable nécessitent un meilleur accès aux technologies et produits fabriqués ailleurs, donc une libération des échanges.

### **c. Le retard de développement et ainsi en lui-même un problème oriental**

*Le sous-développement peut en effet se définir comme l'inadéquation entre les ressources d'un territoire et la pression démographique qui s'y exerce.*

Ce déséquilibre populations/ressources disponibles engendre des nuisances écologiques à grande échelle, sur lesquelles nous revenons plus bas : pression sur les terres, atteintes multifformes à l'environnement forestier, marin et lacustre, étalement urbain, pollutions atmosphériques, dégradation des paysages « naturels ». Lorsque les atteintes se font insupportables, le sous-développement engendre de nouveaux phénomènes migratoires : depuis la fin des années 1980, le nombre de personnes déplacées pour des raisons environnementales (catastrophes naturelles, surexploitation des espaces ruraux, pénuries d'eau ou d'énergie), désignées comme « réfugiés écologiques » par le Fonds des Nations unies pour la population (Funap), est supérieur au nombre de réfugiés liés aux conflits militaires.

## **2. Un mode de développement agricole prédateur pour l'environnement a. La Révolution verte a eu un coût écologique parfois lourd**

*L'utilisation des techniques d'irrigation et des engrais nécessitent un savoir-faire agricole ou une formation solide d'une partie des agriculteurs.*

En Asie de l'Est, la sélection des semences, l'utilisation des engrais se sont greffés à une civilisation agricole ancienne et ont permis un fort accroissement des rendements. Les rejets polluants dans les cours d'eau du fait de l'usage croissant de produits chimiques posent toutefois un problème en l'absence d'équipement d'assainissement: plus la moitié des cours d'eau chinois seraient ainsi fortement pollués, frappés d'eutrophisation et impropres à l'utilisation par l'homme.

En revanche, en Afrique occidentale, l'usage d'engrais à mauvais escient a contribué au contraire à la détérioration des terroirs et à la fragilisation des récoltes. Les tentatives d'introduction de la riziculture ont amené au pompage des nappes souterraines et à des phénomènes extrêmes de salinisation des sols comme au Sénégal dans la Basse Casamance. D'épaisses croûtes de sel ont considérablement réduit la fertilité des sols et obligé à recourir à davantage d'importations céréalières et à l'aide alimentaire.

*Les pratiques agricoles agressives se sont généralisées au nom de la hausse des rendements.*

Les labours profonds et répétés conduisent à une forte érosion des sols et finalement à des rendements médiocres, ce qui annule les effets attendus de l'usage des intrants. La pression démographique et la dégradation déjà bien avancée des terres cultivables nourrissent un cercle vicieux de l'agriculture : les paysans défrichent de nouvelles terres mais les épuisent très rapidement, car ils y pratiquent une jachère courte, supprimant ainsi le temps de « repos » (ou de préparation) nécessaire au sol pour qu'il retrouve toutes ses qualités. La réduction du temps de jachère n'est souvent pas compensée par un enrichissement du sol en engrais et conduit donc au défrichement de nouvelles terres.

*Enfin, pour nombre d'exploitants, la « Révolution verte » s'est avérée être un « mirage ».*

Dans plusieurs pays d'Afrique occidentale (Cameroun, Sénégal, Côte-d'Ivoire), les difficultés économiques des années 1990 ont nourri une émigration urbaine, qui s'est substituée peu à peu à l'exode rural. Le retour à la terre et au village des populations est essentiellement le fait de jeunes adultes qui ne sont pas parvenus à trouver une insertion économique satisfaisante en ville. C'est alors sans formation agricole ni matériel adapté qu'ils se lancent dans l'exploitation de terres. Le mauvais usage des engrais et l'absence de motopompe rendent leurs investissements contre-productifs. La spécialisation dans

certaines cultures d'exportation est souvent un phénomène aggravant. L'intensification des travaux agricoles se justifie alors par les débouchés extérieurs et les apports en devise.

Ce sont les grandes plantations qui profitent de ces activités, elles sont en général contrôlées par l'*agro-business* national ou étranger. Ainsi, dans les années 1960, nombre d'exploitants agricoles camerounais ont remplacé la culture d'arachide qui était à la fois une culture vivrière et une culture commerciale, par la culture du coton, plus spéculative car répondant à une forte demande internationale. La hausse rapide (décennie 1970) puis l'effondrement des cours (décennies 1980 et 1990) ont ruiné nombre d'entre eux. La stratégie d'extraversion commerciale de la Côte-d'Ivoire a également montré ses limites, malgré la création de fonds pour stabiliser les revenus des producteurs de cacao et de café. De même, en Indonésie et en Malaisie, les cultures d'hévéas tournées vers les marchés mondiaux tendent à remplacer partiellement les cultures vivrières. Pour la seule Malaisie, 3,5 millions d'hectares ont été convertis ainsi dans la décennie 1990.

## **b. Le dysfonctionnement de la sylviculture et ses impacts environnementaux**

*L'exploitation forestière est typique d'un mode de développement intensif et démesuré.*

La forêt fait figure aujourd'hui de dernier « front pionnier ». Les défrichements visent des objectifs variés : étendre l'agriculture d'exportation (hévéas en Malaisie, café au Vietnam, cacao en Côte-d'Ivoire), pratiquer l'élevage extensif (Brésil, Mexique), exploiter les matières premières et favoriser l'industrialisation (extraction minière dans l'Amazonie, pâte à papier et contreplaqué en Indonésie), conquérir de nouveaux espaces d'habitation (le phénomène de « transmigration » en Indonésie et au Brésil). Dans les années 1990, environ 70 % des terres déboisées dans les PED l'ont été à des fins agricoles.

La coupe et la charge du bois sont réalisées à l'aide de machines volumineuses qui détruisent toute une surface boisée donnée et tassent le sol alors que seuls quelques arbres de taille adulte sont effectivement commercialisables. Ces méthodes industrielles d'abattage du bois sont donc très peu respectueuses de l'environnement. On estime qu'en Afrique de l'Ouest par exemple il faut abattre 2 mètres cube de bois pour obtenir 1 mètre cube de grumes, exploitables commercialement.

Le marché des bois tropicaux est florissant, il est largement dominé par les États du Sud-Est asiatique (Malaisie, Indonésie, Philippines), même si quelques États d'Afrique occidentale se sont lancés dans ce commerce. Dans ces deux continents, les espèces commercialisables sont disséminées dans la forêt, et encore une fois, pour quelques espèces recherchées, ce sont des secteurs entiers de sols forestiers qui sont fragilisés par la multiplication des voies d'accès, telle la transamazonienne qui éventre la plus grande forêt dense du monde. Les impératifs du développement durable devraient au contraire amener ces pays à valoriser des ressources à haute valeur écologique. Les forêts tropicales abritent le plus grand nombre d'espèces végétales différentes, ce qui fait d'elles non seulement un patrimoine commun indispensable pour préserver la biodiversité\* mais également un riche potentiel de transformations chimiques ou génétiques. Actuellement, plus d'un quart des médicaments commercialisés dans le monde sont issus des essences de plantes cueillies dans les forêts tropicales. Les biotechnologies\* renouvellent fortement les intérêts de ces plantes et la forêt amazonienne, qui possède à elle seule 60 % des espèces végétales répertoriées, est aux yeux de nombreux chercheurs la « plus grande banque de gènes de la planète ».

Les forêts ne sont pas les seules espèces végétales menacées, la biodiversité de la savane est également concernée. La savane, formation végétale formée de hautes herbes et d'arbres clairsemés, caractéristique des régions tropicales semi-arides, est menacée dans sa double composante : ses terres et ses arbres. Une étude sur le couvert forestier menée dans une région septentrionale du Cameroun constate la mise en culture de terres jusqu'alors épargnées par des conditions d'accès difficiles et l'appauvrissement du nombre d'espèces arborées de la savane. Seuls les arbres impropres à la combustion, car leur temps de séchage est trop long, subsistent. c. *D'autre activité du secteur primaire est pointé du doigt pour leur atteintes à l'environnement - Le surpâturage du bétail.*

Il s'agit d'un phénomène qui révèle l'archaïsme des pratiques agropastorales dans certaines régions du monde où les sols sont déjà très pauvres car légers, nus, peu arrosés, soumis à une forte érosion. On pense par exemple aux terrains de parcours dans les montagnes et hauts plateaux (Andes, Tibet et Chine de l'Ouest...), aux pays du Sahel et aux régions semi-arides et arides d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale.

- La pêche et l'aquaculture.

Certains PED sont accusés de pratiques peu respectueuses de l'environnement marin et de la sécurité alimentaire mondiale. Ainsi, les États-Unis sont récemment partis « en guerre » contre les pêcheurs de thon mexicains, les accusant, aux fins de rendements accrus, d'utiliser de vastes filets piégeant les dauphins. De même, ils ont soumis à embargo les crevettes exportées par le Pakistan, la Thaïlande et la Malaisie du fait de pratiques d'élevage intensives peu respectueuses de l'hygiène. Les PED accusent de ce fait certains pays du Nord d'« éco impérialisme », c'est-à-dire de perpétuer leur ancienne domination politique sous de nouvelles formes. Le *Courrier de l'Unesco* pouvait ainsi titrer récemment: « La défense de l'environnement stade ultime de l'impérialisme ? » On retrouvera cette idée dans les points suivants : industrie et énergie.

### **3. Le lourd héritage de développement urbain et industriel**

#### **a. L'anarchie de l'expansion urbaine entraîne des désordres écologiques majeure**

*Le danger écologique menace fortement les villes d'Afrique, d'Amérique latine et certaines villes d'Asie du Sud-Est en situation d'explosion démographique.*

La croissance incontrôlée des populations urbaines crée un étalement urbain gigantesque, sous forme d'habitats précaires et de bidonvilles, qui s'installent sur les pentes non encore occupées et menacées de glissements de terrains ou dans les zones basses les plus insalubres. *Favelas* brésiliennes, *ciudades perdidas* mexicaines, *townships* d'Afrique du Sud vivent dans une grande précarité.

Des villes comme Brazzaville (Congo) et Kinshasa (RDC) sont construites sur des sols sableux: le ruissellement des eaux de pluies creuse de véritables ravins rendant difficiles les transports et sapant les fondations des habitations. La ville de Mexico a compté 350 000 habitants supplémentaires chaque année dans les décennies 1980 et 1990 et l'espace bâti a presque doublé (de 800 km<sup>2</sup> au début des années 1980 à plus de 1 500 km<sup>2</sup> aujourd'hui), les quartiers pauvres s'étendant le long des axes de circulation et dans le *lit* dans anciens lacs asséchés, formant une immense tâche urbaine longue de plus de 50 km. Environ un habitant sur cinq vit dans la précarité et (e tremblement de terre de 1985 a rappelé les dangers d'une urbanisation anarchique 30 000 morts, 500 000 sans-abri. De même, le tremblement de terre d'août 1999 à Izmit en Turquie a fait 15 000 morts, 25 000 blessés et 600 000 sans-abri dans la mesure où, en dépit de la forte exposition de la région, les normes de construction n'étaient pas respectées, particulièrement les fondations anti-sismiques.

Les quartiers d'habitat spontané, non planifié, sont dépourvus des infrastructures et équipements de base nécessaires à la population rues défoncées, absence ou insuffisance d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées, de distribution d'électricité et de téléphone. En Afrique tropicale, l'accès à l'eau potable est très problématique, les branchements individuels sont rares et les bornes-fontaines collectives peu nombreuses, obligeant à de longs déplacements. La corvée d'eau est assumée par les femmes et les fillettes. La privatisation des réseaux de distribution en eau dans certains pays a même contribué à réduire la desserte en bornes fontaines, comme au Sénégal avec la privatisation de la Société des eaux du Sénégal (SONES). Les bidonvilles de Dakar souffrent de la multiplication des branchements privés aux dépens des fontaines collectives. L'absence d'évacuation des eaux usées contribue à la pollution des nappes phréatiques, contaminées par les rejets humains, ce qui rend l'eau des puits dangereuse. L'absence d'électricité conduit les habitants à réaliser des branchements pirates.

*b Le ramassage des ordures ne peut être assuré dans des Conditions satisfaisantes, ce qui est une cause majeure de contamination microbienne.*

Une ville comme Mexico ne traite qu'une petite partie des 16 000 tonnes d'ordures ménagères quotidiennes.

Aux Philippines, on peut parler de « désastre écologique » pour la ville de Manille dont la population, 12 millions d'habitants aujourd'hui, croît au rythme de 4,5 /5 % par an du fait de l'exode rural et d'une forte natalité. La capitale philippine devrait compter 16 millions d'habitants à la fin de la décennie 2000. 6 000 tonnes de déchets environ sont produits quotidiennement par la population et la municipalité ne peut en collecter que moins des trois quarts. Les neuf décharges sont proches de la saturation, leur durée d'exploitation n'excède pas au rythme actuels deux ans. La plus grande d'entre elle, Payatas (la « montagne fumante »), dans le district de

Quezon City à quelques kilomètres du centre-ville, couvre 7 hectares, culmine à 200 mètres de hauteur et accueille chaque jour 2 200 tonnes de déchets. Le reste des déchets, environ 1 700 tonnes, est déversé dans des décharges sauvages ou dans les cours d'eau. Le bidonville de Tondo connaît fréquemment des cas de choléra liés à la contamination de l'eau par les détritiques humains et animaux. La pollution des nappes phréatiques est un obstacle à l'autosuffisance alimentaire car les riziculteurs manquent d'eau pour l'irrigation et la municipalité doit acheter du riz en Thaïlande pour nourrir la population. Des lois de 2000 et 2001 tentent de réglementer l'incinération des ordures pour éviter des rejets polluants massifs dans l'atmosphère et organisent un tri sélectif.

*Les phénomènes de pollution atmosphérique sont également très préoccupants.*

Mexico, forte d'une vingtaine de millions d'habitants est souvent présentée comme la ville la plus polluée du monde : elle dépasse en moyenne 330 jours dans l'année le seuil maximal de pollution atmosphérique calculé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Une des raisons de cette immense pollution est le site même de la ville, dans un bassin fermé ceint d'une haute barrière montagneuse qui bloque l'évacuation des gaz toxiques dans l'atmosphère. L'hiver, les masses d'air froid piégeant les gaz toxiques stagnent au-dessus de la cuvette, créant un épais nuage brun de pollution. De plus, les vents dominants, venant du Nord, transportent les émissions nocives produites dans les grandes zones industrielles du Nord de l'agglomération (Naucalpan, Azcapotzalco, Ecatepec). Les transports urbains sont également responsables de l'intense pollution atmosphérique à Mexico. Ils sont en effet saturés plus de 3 millions d'automobiles circulent dans l'agglomération, les axes routiers sont asphyxiés et, lors des fortes pluies, la circulation automobile peut être bloquée pendant des heures. La pollution domestique est également en pleine croissance avec l'entrée dans la société de consommation de masse. En Inde, par exemple, le nombre de voitures en circulation double tous les sept ans depuis trois décennies. Parmi tous les secteurs d'activités concernés par le rejet de CO<sub>2</sub> (transport, résidentiel et tertiaire, industrie, agriculture et forêt), le transport routier et aérien arrive en tête des émissions de gaz.

*Dans le monde en développement, la grande ville est donc un milieu difficile à maîtriser et le défi est proportionnel à la rapidité de la croissance économique et industrielle.*

C'est ainsi en Asie que la pollution atmosphérique est la plus grave: selon la Banque mondiale, douze des quinze villes mondiales les plus polluées se localisent en Asie, elles dépassent largement les seuils de tolérance établis par l'OMS ; cinq d'entre elles ont des niveaux record de dioxyde de soufre et de particules en suspension, présentant un danger très grand pour la santé humaine : Pékin, Shanghai, Calcutta, Jakarta, New Delhi. Ces villes affichent de très fortes concentrations de dioxyde de soufre et un niveau élevé de particules en suspension dans l'air. Les forts vents de la région aggravent ces pollutions. À Pékin, les vents sont chargés de la poussière de loess ramassée sur le moyen bassin du Fleuve Jaune. Cette poussière se mêle aux fortes émanations de charbon de la ville, le charbon étant utilisé à la fois dans l'industrie et dans les foyers comme mode de chauffage, ce qui maintient sur la ville un épais nuage de poussière. Les maladies respiratoires graves (cancers du poumons notamment) sont une cause majeure de mortalité.

Des phénomènes d'« hyper-pollution » atmosphérique transfrontalière sont décelés par les scientifiques. L'*Asian Brown Cloud* couvre ainsi une bonne partie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est pendant plusieurs mois, d'avril à octobre. Il s'agit d'une épaisse couche de brume, de couleur brunâtre, observée depuis 1999, s'étendant sur environ 10 millions de km<sup>2</sup>. Elle provient de la combustion d'énergies fossiles et de la biomasse rurale. Elle pourrait avoir un impact important sur le phénomène des moussons et détraquer le système atmosphérique. On voit à travers cet exemple que les questions environnementales sont transfrontalières et mettent en jeu le mode de développement industriel.

b. Les conséquences d'un développement industriel *déséquilibré* dans les PED

*La concentration spatiale poussée des industries est facteur de pollution aggravée et de profondes atteintes au paysage.*

En Asie, où la littoralisation des industries est très importante, les côtes sont soumises à une exploitation intensive, notamment dans les grandes zones industrialo-portuaires : les ports de Kaoshiung à Taiwan, les complexes de Séoul-Inchon et Pusan en Corée du Sud, les provinces littorales en Chine, de Tianjin à Hongkong. C'est dans l'Est de la Chine et dans les quelques régions de production charbonnières de l'intérieur (Shaanxi) et de Mandchourie que la pollution industrielle trouve son expression la plus extrême : sept des dix villes industrielles les plus polluées du monde s'y trouvent et cette zone détient le plus haut taux mondial de maladies

respiratoires. On compterait déjà quelque 50 000 « réfugiés écologiques » dans le Grand-Ouest et, selon les prévisions de l'ONU, ils devraient être 500 000 dans dix ans vu la rapidité avec laquelle s'exerce le décollage industriel, qui s'appuie essentiellement sur le charbon et le pétrole. On voit comment la question écologique peut devenir une menace pour le développement.

À Singapour, la République nouvellement indépendante (1967) développa prioritairement les industries en zone littorale, recourant au dispositif des « zones franches » (Jurong). La conséquence en est une saturation rapide des espaces littoraux par les raffineries, les usines chimiques et pétrochimiques, les activités sidérurgiques, les chantiers navals, les zones de traitement des conteneurs et de stockage ainsi que les axes routiers et ferroviaires. Les espaces insulaires ont été spécialisés, quant à eux, dans le transport et le raffinage des hydrocarbures. Un cas de figure que l'on retrouve à Hongkong. Depuis les années 1990, les entreprises singapouriennes délocalisent les industries polluantes et à forte intensité de main-d'œuvre en Malaisie dans l'état limitrophe du Johore et dans l'île indonésienne de Batam. Grâce à cette périphérie sous domination, formant un « triangle de croissance », Singapour délocalise ses problèmes environnementaux comme l'ont fait les Japonais dans l'aire Pacifique dans les années 1960-1990.

#### *Les risques industriels sont démultipliés en milieu urbain*

La très forte concentration des industries pose des problèmes de sécurité l'accident industriel de Bhopal en Inde reste dans toutes les mémoires, on peut évoquer d'autres exemples de catastrophes industrielles comme, en 1984, une explosion due au gaz dans les usines PEMEX de la région de Mexico (municipalité de Tiainepantia) qui a causé la mort d'environ 2 000 personnes. Les risques industriels dans des régions de forte densité humaine sont majeurs. On peut également citer les pluies acides qui dégradent les sols et la végétation d'une grande partie des territoires chinois, sud-coréen et maintenant japonais. Ces pluies sont provoquées par la trop grande présence de soufre dans l'atmosphère. Les usines du Nord-Est de la Chine sont largement responsables de ce phénomène car elles émettent vingt fois plus de soufre que les usines étrangères, notamment sud-coréennes.

### **c- Les nuisances industrielles dans les anciens pays communistes (PET)**

*Le modèle soviétique de développement a été présenté par certains auteurs comme un « nihilisme environnemental ».* La priorité donnée à l'industrie lourde et l'objectif de subvenir à ses propres besoins a contraint plusieurs régions des démocraties populaires, qui suivaient en cela le modèle économique soviétique, à la mono activité industrielle et à la construction de complexes industriels de taille démesurée. On peut citer pour la Russie le Donbass, la région de Koursk, le Nord du Caucase et le bassin de la Volga, l'Oural et, en Sibérie, le bassin minier du Kouzbass. Les grands combinats de l'ère stalinienne y ont été érigés et ils traversent depuis plusieurs décennies une sérieuse crise de reconversion. La Sibérie orientale et la péninsule du Kamptchaka sont également marquées par des poches de pollution qui enveloppent les villes industrielles, en raison de la mauvaise qualité du charbon exploité, de l'insalubrité des nappes phréatiques, des paysages sinistrés et décharges sauvages qui contiennent parfois des déchets très nocifs ; il en va ainsi des I 50 sous-marins nucléaires qui rouillent actuellement dans les ports russes de la région. Les bilans dressés en 1990 sont lourds et font de la reconversion industrielle une étape plus difficile à mener que dans les nations industrielles d'Europe occidentale.

Ailleurs, dans les PET, on retrouve les stigmates d'une industrialisation aux conséquences écologiques profondes comme en Pologne dans la Haute Silésie, le pays noir de Katowice ou la région de Gdansk sur la Baltique ou en République tchèque le croissant industriel du Nord (bassin houillier de l'Ohre et de la région d'Ostrava). Les paysages désolés de ces pays noirs, dont les mines ont souvent été creusées à ciel ouvert, créant des paysages de terrils et crassiers, ne sont pas les seuls témoignages de cette industrialisation ; l'air, l'eau et les sols en gardent également la mémoire.

*Cependant, il a bien existé dans ces États une législation environnementale.*

À l'instar des autres nations portées par l'élan de la Conférence de Stockholm, la Russie et les Républiques soviétiques ont également décidé après 1972 plusieurs mesures concrètes. Les premiers parcs nationaux hongrois naissent par exemple en 1973 en 1976 est votée dans ce même pays une loi sur l'environnement humain. La différence avec les autres pays, c'est que la visée scientifique est bien plus prégnante dans ces projets les parcs sont considérée comme des zones expérimentales d'étude des biotopes et non comme des moyens de mieux sensibiliser la population aux problèmes environnementaux.

En 1990, la réunification de l'Allemagne montre le fossé qui RFA et RDA en matière de protection de l'environnement. L'héritage écologique de la République démocratique allemande est alors une surcharge importante pour le gouvernement qui devait déjà gérer les inégalités de développement entre l'ouest et l'est. L'opinion allemande, extrêmement sensible à la qualité de l'environnement est particulièrement alertée par l'état des lieux. On estime alors à 40 % des sols de l'ancienne RDA la superficie contaminée par l'activité industrielle et agricole. L'exploitation du lignite (dont la forte teneur en soufre est une des caractéristiques), seul minerai disponible sur le territoire pour la consommation énergétique, est la principale cause de pollution. Alors que la République fédérale appliquait une politique de restriction des émissions polluantes depuis les années 1980, 85 % des foyers est-allemands continuaient à se chauffer au lignite. Un des impacts directs fut la destruction par les pluies acides de plus du tiers de la forêt bohémienne, située à la frontière de l'Allemagne et de la République tchèque. L'usage intensif d'engrais est la deuxième cause importante de pollution des sols et de l'eau : le fleuve Elbe détenait alors une charge record de nitrates et de phosphates liés aux engrais.

#### **d. L'industrie » du tourisme : un autre type de nuisances**

*Les zones touristiques sont menacées par d'autres types de nuisances, dans ici mesure où elles constituent des « enclaves » développées et ouvertes aux flux de populations à haut niveau de vie.*

Les aménagements touristiques perpétuent les mauvaises habitudes sous la pression des pays riches. Qu'il s'agisse des cités balnéaires, sites historiques et archéologiques ou merveilles naturelles isolées, la mondialisation des flux touristiques a évidemment des répercussions assez larges sur l'environnement. Certains hauts lieux du patrimoine mondial sont ainsi menacés par le tourisme de masse et ses avatars, tel les temples khmers d'Angkor au Cambodge. Comment concilier ouverture à la mondialisation et respect de l'environnement? La dégradation des littoraux liée à l'essor d'un tourisme de masse s'observe dans tous les États : la « bétonisation » des côtes, le suréquipement en infrastructures de transports en est l'aspect le plus visible mais tout aussi dramatiques sont les pollutions lacustres et marines du fait des déchets domestiques et des rejets agricoles. L'exemple de la station balnéaire de Cancun est à cet égard intéressant. Il s'agit au départ d'un petit port de pêche de quelque 200 âmes dans le Quintana Roo, au nord de la péninsule du Yucatan. Le site est choisi en 1969, par ordinateur, pour déterminer le meilleur endroit, par la qualité des eaux et l'ensoleillement, qui puisse recevoir des complexes hôteliers de luxe et une riche clientèle nord-américaine et européenne. Le village est devenu ville, abritant aujourd'hui près de 200 000 habitants, mais il reste nettement séparé de la zone touristique, isolée entre la mer et une lagune, qui accueille chaque année un gros million de touristes. La ségrégation s'inscrit donc dans l'espace. Les vastes complexes hôteliers, pour la plupart de haut standing, y proposent tout le confort moderne en eau courante et électricité. Des clubs de vacances y ont établi de grands sites entièrement équipés (Club Méditerranée). Le coût écologique de telles réalisations apparaît de toute évidence en terme de dégradation des paysages, pollutions marines et accaparement de l'eau, ressource rare et très convoitée dans la région. Mais, plus globalement, c'est au regard du développement durable que les objections majeures naissent : les effets d'entraînement économiques sur la région sont faibles (le tourisme représente les trois quarts du revenu de l'État, l'agriculture profite peu de la manne touristique car il faut importer les denrées alimentaires), les actifs locaux sont cantonnés dans des tâches sous-qualifiées (cuisiniers, serveurs, réceptionnistes, femmes de chambre...), les sociétés traditionnelles sont déstructurées, essentiellement du fait du creusement des inégalités...

## **B. Le problème énergétique et crucial dans PED**

### **1. L'énergie est indispensable au développement économique a. Un accès très. inégal des PED aux ressources énergétiques**

*Les PED ne consomment globalement que 40 % de l'énergie mondiale alors que leurs populations pèsent pour environ 80 % de l'humanité*

Exprimée par habitant, leur consommation est de l'ordre de 0,5 tonne équivalent pétrole (tep), soit dix fois moins que dans les pays industriels (5 tep) et trente fois moins qu'aux États-Unis (8 tep). Si l'on considère la seule utilisation de l'électricité, les pays industriels développés consomment annuellement 8 053 kWh/habitant, soit près de cent fois plus que les pays en développement (83 kWh) selon les chiffres du PNUD (2000). Toutefois, c'est dans les pays du Sud que la consommation s'accroît aujourd'hui le plus rapidement exception faite des États-Unis: l'Asie orientale et les pays du Proche et Moyen-Orient ont les taux de croissance les plus rapides (+5 % par an). La consommation d'énergie est en effet en essor durant les phases d'industrialisation rapides: c'est

l'industrie qui est la plus grande consommatrice d'énergie, à hauteur de 60 % de la consommation dans le monde, avec des usages divers comme l'éclairage, le fonctionnement des machines dans les usines, les procédés de production à base de combustibles fossiles (métallurgie, sidérurgie, chimie), le transport des produits semi-finis et finis.

Les perspectives de croissance de la consommation énergétique sont très importantes dans le quart de siècle à venir: selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elle devrait bondir de 134 % dans les PED d'ici 2030, en particulier sous l'effet de la demande chinoise (119 %) et sud asiatique (+ 188 %). L'ensemble des PED consommera alors autant d'énergie que les pays développés. Cette augmentation programmée correspond à l'élévation de leur niveau de vie.

Aujourd'hui, c'est globalement le tiers de la population mondiale qui n'a pas accès à l'électricité, dont environ 1,7 milliard dans les PED.

Au rythme actuel de la croissance démographique, la demande en électricité croît de 8 % par an et devrait doubler dans les PED d'ici 2020, ce qui ne manquera pas de créer des tensions majeures sur les énergies non renouvelables. Dans les zones rurales éloignées, les populations sont dépendantes des sources d'énergie traditionnelles et les technologies sont très archaïques; dans les villes, (es raccordements sauvages ou des réseaux saturés occasionnent pannes et pénuries.

Les capacités de production énergétique sont en effet faibles dans les PED : on ne trouve par exemple dans les pays du Sud que 5 I réacteurs nucléaires (soit moins que pour le seul Japon) et ils sont fortement concentrés dans quelques pays comme la Corée du Sud (16 centrales pour 3,6 % de la production mondiale), l'Inde (15), Taiwan (6) ou la Chine (5).

*L'électrification est un pourtant défi prioritaire pour sortir les masses de la pauvreté.*

Des expériences pionnières dans les énergies renouvelables sont menées dans nombre de PED comme l'*African Rural Energy Enterprise Development* sur le continent africain mais également en Chine, en Inde ou au Pérou. Elles sont financées en grande partie par la banque mondiale, le *Global Environment Facility* (GEF). Les investissements dans les énergies renouvelables sont ainsi bien plus importants que dans les pays riches 70 MW sur les 110 MW de renouvelables produits le sont dans le Tiers-Monde. La production d'énergie solaire par exemple sont installés dans les PED. De même, l'équipement en centrales de combustion de la biomasse progresse, ce qui représente une source d'énergie bon marché mais une amélioration des conditions d'hygiène : les études montrent que, d'ici 2010-2012, 200 millions de personnes dans les PED pourraient bénéficier d'électricité produite à partir de biomasse.

Toutefois, on reste loin des objectifs affichés par les gouvernements et organisations internationales : la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique mondiale est tombée de 20,6 % en 1993 à 18,4% en 2001.

## **b- Quel mode de développement énergétique que pour les PED?**

Le défi auquel font face les PED n'est pas de réduire leur consommation énergétique déjà faible mais d'assurer leur développement économique en consommant moins d'énergie que ne l'ont fait les pays occidentaux par le passé : il s'agit donc de mener une stratégie d'efficacité énergétique.

C'est dans ce sens que les pays du Nord travaillent à la prise de conscience dans les pays en développement comme le montre le protocole de Kyoto sur la limitation des gaz à effet de serre, Il s'agit d'inciter les PED à adopter une stratégie énergétique durable, en privilégiant l'utilisation de sources d'énergie variée, afin de répéter les erreurs du « tout-pétrole ». Encore faut-il donner à ces pays les moyens, financiers et techniques, pour atteindre cet objectif.

Ainsi, un pays comme la Chine revendique le droit d'exploiter ses immenses ressources charbonnières nationales en plaçant les préoccupations environnementales au second plan le charbon, énergie polluante par excellence, représente 50 % de la consommation d'énergie de la Chine. Celle-ci n'a donc pas ratifié les accords de Kyoto car les objectifs de stabilisation des émissions de GES sont totalement utopiques en phase de décollage industriel. La Chine vient même, en 2003, d'ouvrir totalement son secteur minier aux capitaux étrangers, ce qui n'ira pas sans

une accélération rapide de la production et donc des nuisances environnementales. L'équipement tout juste amorcé mais de plus en plus rapide des Chinois en automobiles place également la communauté internationale devant une interrogation : que proposer comme alternative au « tout-automobile » au pays le plus peuplé de la planète ? Selon l'AIE, le *boom* automobile chinois devrait faire de la Chine, d'ici 2030, un pays aussi polluant que tous les pays riches réunis.

Certains pays en développement ont organisé des politiques énergétiques rationnelles comme la Tunisie, par le biais d'un organisme d'État, l'Agence pour la maîtrise de l'énergie (AME). Créée en 1986, dirigée par un conseil d'administration regroupant plusieurs ministres et des experts en énergie, il fait travailler 73 personnes qui conçoivent et font appliquer des programmes énergétiques axés sur les renouvelables. Le financement vient du budget de l'État et de partenariats privés.

## **2. L'énergie, une aubaine pour financer le développement?**

### *a. Le « mirage » des hydrocarbures*

*Ce mirage est le résultat de l'envol temporaire des prix des hydrocarbures.*

Durant plusieurs décennies, les immenses réserves en hydrocarbures (gaz naturel et pétrole) des PED étaient exploitées par de grandes entreprises issues des pays industriels, pour l'essentiel des pays anglo-saxons comme Esso, Guif Cil ou British Petroleum (les *majors*) : celles-ci profitaient de conditions financières très avantageuses et maintenaient le pétrole à un prix très bas pour alimenter à bon compte les industries du Nord dévoreuses d'énergie ainsi que les transports. Or, à partir des années 1950, certains PED ont cherché à nationaliser leurs ressources (Iran) ou à renégocier les contrats avec les *majors* (Venezuela) afin de tirer suffisamment de devises pour financer leur développement. Les États exportateurs de pétrole, réunis en cartel (la fameuse OPEP) ont négocié à la fin des années 1960 et au tout début des années 1970, une hausse limitée des prix des hydrocarbures. Avec les chocs énergétiques des années 1970, on entre dans les « années folles des matières premières » avec une hausse formidable des cours et un déversement sans précédent de pétrodollars. Or, ceux-ci ont parfois été mal utilisés : dépenses militaires (Irak), enrichissement d'élites corrompues (Angola, Nigeria), financement de coûteux projets industriels sans réels effets d'entraînement (Algérie), placements spéculatifs sur les marchés financiers et dans les banques du Nord (pétromonarchies du golfe Persique). Plus grave, la manne pétrolière a créé des « économies de rente » fondées sur une quasi mono-production et mono-exportation de l'« or noir », comme au Mexique où il a pu représenter presque les trois quarts des recettes d'importations. Tout en attirant des capitaux étrangers à forts taux d'intérêt et très volatils, ces économies ont subi de plein fouet le retournement du marché des hydrocarbures au milieu des années 1980 (on parle de « contre-choc pétrolier ») puis la baisse du dollar. Le mirage pétrolier s'est alors évanoui.

*Aujourd'hui, il apparaît avec évidence que, si les hydrocarbures peuvent constituer une aubaine pour les PED et PET, ils ne représentent aucunement à eux seuls une base pour un développement durable.*

En effet, les cours du pétrole sont très erratiques et ils empêchent de planifier des stratégies à long terme. La dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux est une des caractéristiques des PED qui ne peuvent s'en affranchir qu'en diversifiant leurs exportations. De plus, l'option de l'« économie pétrolière » soumet les producteurs et exportateurs à une forte dépendance vis-à-vis des acheteurs qui peuvent se tourner actuellement vers d'autres fournisseurs. Les relations entre le Mexique et les États-Unis illustrent ce point : les autorités de Washington ont toujours empêché celles de Mexico d'entrer dans l'OPEP, jouant de l'arme financière, alimentaire et plus globalement de pressions politiques. Les ressources énergétiques doivent être intégrées à une vision plus globale du développement: le Mexique l'a compris en mettant l'accent sur les industries manufacturières exportatrices (zone des maquiladoras au Nord, régions de Monterrey et de Mexico), sur le tourisme et les cultures tropicales.

### **b. L'âpreté de la compétition pour la maîtrise des ressources énergétiques montre toutefois que l'énergie reste un atout à valoriser**

*Les hydrocarbures de la Caspienne sont l'objet de toutes les convoitises.*

Les héritages géopolitiques sont ceux de la division de l'URSS en Républiques indépendantes et, par conséquent, du partage difficile de ressources autrefois exploitées par l'État soviétique. Cinq États de l'ex-URSS

bordent la Caspienne, cette mer fermée, enclavée au sein de l'ex-URSS, riche en pétrole et gaz naturel : Russie, Azerbaïdjan, Iran, Kazakhstan et Turkménistan. Depuis l'effondrement de l'URSS à la fin de 1991, la propriété des gisements revient à de petites Républiques indépendantes comme celui de Shah Deniz (6 milliards de barils) qui fait la fortune de l'Azerbaïdjan et de sa capitale Bakou ou celui de Tengouizau Kazakhstan. En 2000 a été découvert au Nord de la mer un très important gisement off-shore à Kashagan, dans les eaux kazakhs (25 milliards de barils exploitables selon les estimations), ce qui porte les réserves potentielles de cette zone à environ 100 milliards de barils. De ce fait, les convoitises des grandes puissances et de leurs compagnies pétrolières sont attisées : les grandes sociétés russes y détiennent des contrats de prospection et d'exploitation mais elles ne sont pas les seules, on retrouve l'italien Agip, le Britannique BP, les Français de TotalFinaElf, tandis que les *majors* américaines tentent d'y prendre pied également. Les pressions politiques des grandes puissances occidentales sur les nouvelles Républiques indépendantes sont considérables ; Moscou, notamment, a beaucoup à perdre dans la région.

Les gisements de la Caspienne posent également le problème de l'acheminement des hydrocarbures vers les zones de consommation les tracés des oléoducs et gazoducs doivent traverser les territoires d'États souverains qui entretiennent des relations de méfiance voire d'hostilité pour relier les zones de consommation (gaz naturel) ou les ports sur la mer Noire ou la Méditerranée qui permettront l'exportation par bateaux (pétrole). L'acheminement des réserves du Kazakhstan sont pour l'heure contrôlées par les Russes: le pétrole du champ *on-shore* de Tengouiz est relié au port russe de Novorossisk sur la mer Noire par un oléoduc de près de 1 600 km exploité par un consortium associant pour l'essentiel Russes, Kazakhs et Omanais. Les Américains souhaitent la construction d'un oléoduc permettant d'acheminer le pétrole d'Azerbaïdjan vers le port turc de Ceyhan sur la Méditerranée. La découverte de pétrole et gaz naturel à Kashagan au Nord change également la donne: les Chinois font pression depuis 1998 pour la construction de conduites sur plus de 3 000 km, les Iraniens sont également dans la course pour leur propre consommation et le transport vers le Pakistan et l'Inde via l'Afghanistan. De ce fait, aucun accord international global ne peut intervenir pour l'heure et les concessions de l'exploitation des ressources par les États bordiers de la Caspienne se font au plus offrant, sans mesurer les impacts économiques et écologiques. La « pétrolarisation » des paysages et des économies n'en est qu'à ses débuts dans la région qui est appelée à devenir un des grands bassins énergétiques mondiaux.

## **C. L'environnement un nouveau support des luttes pour le développement**

### **I. La mobilisation environnementale est un facteur de démocratisation des sociétés**

#### ***a. Dans les anciennes Républiques soviétiques, la contestation écologique a précédé la mise en cause politique du communisme***

Bien avant 1989, des rassemblements populaires sont organisés contre l'installation de centrales nucléaires en Lituanie ou contre la construction d'un vaste barrage sur le Danube, en Hongrie. L'environnement fut un champ privilégié d'expression. L'accident de Tchernobyl de 1986 en Ukraine a encouragé les foules à manifester plus ouvertement leur mécontentement. Aujourd'hui, ces mobilisations semblent s'effriter. Les difficultés économiques expliquent cette progressive désaffection. En Hongrie, par exemple, les mouvements écologistes créés dans l'élan de démocratisation de 1989 sont éclatés et sans représentation officielle. Les politiques étatiques en revanche sont mieux adaptées à la situation et, pour les pays qui viennent d'entrer dans l'UE, s'efforcent d'être en conformité avec la législation européenne.

#### ***b. En Afrique du Sud, la nouvelle politique de l'eau vise à réduire les inégalités héritées de l'apartheid***

**Le nouveau programme sur l'eau voté en 1998 remplace le Water Act de 1956, établi en plein apartheid.** Son slogan en résume l'audace: « *Some, for all, for ever.* »

Il ambitionne non seulement de restaurer la qualité des eaux fluviales mais également de mettre fin aux inégalités raciales qui prévalent encore dans la distribution de cette denrée précieuse. Il s'agit de faire face à la fois au gaspillage de l'eau agricole distribuée à bas prix aux fermiers blancs et au sous-équipement des populations noires. A cette date, 12 millions de personnes sont privées d'eau potable dans cet Etat de 44 millions d'habitants. Pour ce faire sont prévues la nationalisation des ressources en eau et leur gestion par des Agences de bassin, organisées selon le modèle français : l'ensemble du réseau hydrographique est divisé en bassins, chaque bassin

est géré indépendamment par l'Agence. Ces Agences garantissent une démocratisation de la gestion des ressources hydrauliques car elles remplacent les *Irrigation Boards*, contrôlés par les fermiers blancs. L'État, quant à lui, gère directement une Réserve d'eau divisée en deux parties: une partie est réservée à la satisfaction des besoins humains élémentaires (boisson, cuisine, hygiène) considérée comme un droit inaliénable, elle est calculée sur la base d'une consommation de 25 litres d'eau/jour/personne l'autre partie correspond à « l'eau nécessaire pour la protection des écosystèmes aquatiques. » (D. Blanchon, 2003).

*c. En Asie, la conscience environnementale se généralise depuis les années 1990 mais les Etats restent inégalement impliqués dans cette lutte.*

*Pour un grand nombre de pays d'Asie, le Japon a pu être un modèle de protection de l'environnement.*

*Fiche Pratique3. Les performances environnementales du Japon*

*Singapour constitue un modèle d'urbanisme soucieux de protection environnementale.*

La protection environnementale est prise très au sérieux, elle est encadrée par un ensemble de réglementations coercitives. Les objectifs sont doubles : environnemental mais aussi économique. Les amendes sont une source de recette non négligeable même si une tolérance existe vis-à-vis des étrangers qui sont les principaux contrevenants à la loi : cracher, jeter à terre un mégot ou un chewing-gum, abandonner ses poubelles sur la voie publique, peut coûter jusqu'à 500 dollars singapouriens (300 euros). La source de profit la plus grande est la régulation de la circulation automobile. Tout d'abord ne conduit pas qui veut: chaque année le gouvernement met aux enchères un nombre limité de cartes grises, de même qu'un certain nombre de Licences de taxi. D'autre part, l'accès au centre-ville se fait de façon alternée: chaque taxi ne peut s'y rendre que selon des jours définis. Enfin, les péages autoroutiers sont équipés d'un système de reconnaissance optique et débitent automatiquement chaque abonné.

*La Corée du Sud a instauré une politique de rattrapage dans la lignée des grandes rencontres internationales environnementales (Sommet de la terre de Rio en 1992, Protocole de Kyoto en 1997)*

La quasi-totalité de la législation en vigueur dans le domaine de l'environnement a été adoptée ou mise à jour dans la décennie 1990. En 1995, le gouvernement a notamment été établi un ambitieux programme d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle, «Vision verte 21 » qui reconnaît la nécessité de réhabiliter l'environnement et alloue à cette tâche environ 1,5 % du PIB. Ce programme est un exemple d'application des recommandations formulées à l'issues du Sommet sur la terre de Rio, organisé par l'ONU. L'Agenda 21 est en effet le nom donné à cette déclaration commune des 500 chefs d'États présents, sous la forme de 2 500 propositions et dans l'esprit de la devise du Sommet «Penser globalement, agir localement ».

*À l'opposé, la Chine peut faire figure de mauvais élève dans le groupe des pays asiatiques sur les questions environnementales.*

Il faut souligner que la question environnementale prend une autre ampleur en Chine, en raison de la pression démographique forte d'une part, des rythmes et du mode de production industrielle d'autre part (voir plus haut). La Chine rejette ainsi des quantités énormes de polluants atmosphériques (charbon, soufre, CFC) et porte la responsabilité des pluies acides sur la région est-asiatique.

La politique environnementale n'est pourtant pas absente: elle a d'abord été associée à la politique de santé publique, comme en témoigne le concept d'« hygiène environnementale » en vogue dans les années 1950. Puis, elle fut guidée par des objectifs économiques visant à limiter le gaspillage de l'énergie: produire moins mais mieux. La bonne volonté du gouvernement se lit aujourd'hui dans l'adoption d'une clause environnementale dans la Constitution.

Certains projets de grande envergure, comme celui du barrage des Trois Gorges sur le Fleuve Bleu, sont intéressants pour montrer les ambiguïtés du concept de développement durable: les enjeux écologiques et économiques sont en concurrence. Les autorités chinoises poursuivent certes un ambitieux objectif de développement économique régional et national, à la fois maîtriser le très fort débit du fleuve, augmenter les capacités de navigation en amont (afin de faire de la ville de Chongqing un pôle de croissance pour la Chine intérieure), faire de la Chine un des plus grands producteurs d'hydro-